



11 mars 2016

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

POLITIQUE MIGRATOIRE, ASILE ET REFUGE : CINQ PROJETS DE RECHERCHE FINANCÉS EN ACCÉLÉRÉ DANS LE CADRE DU "FLASH-ASILE"

À l'initiative de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la recherche, l'ANR a lancé en octobre 2015 une procédure d'évaluation accélérée pour les projets de l'appel générique portant sur les thématiques de l'asile, du refuge et de la politique migratoire à l'égard des nouveaux entrants. A l'issue d'un processus d'évaluation en deux étapes, cinq projets sont sélectionnés. Le conventionnement, à hauteur de 1,2 M€, a débuté afin de permettre aux projets de démarrer immédiatement. Les lauréats seront reçus au ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le 6 avril au matin, par M. Thierry Mandon.

Cette action ciblée, dite « Flash Asile », avait pour objectif de financer rapidement des recherches dans le domaine des sciences humaines et sociales sur les thèmes de la politique migratoire, de l'asile et du refuge sous toutes leurs dimensions (politiques, historiques, juridiques, sociales, économiques, démographiques, géographiques...). Parmi les 448 pré-propositions reçues dans le cadre du défi « Sociétés innovantes, intégrantes et adaptatives » de l'appel générique 2016, vingt-six ont été identifiées comme susceptibles d'entrer dans ce dispositif spécifique.

Un processus accéléré mais identique à celui de l'appel générique

Comme pour l'ensemble de l'appel générique, ce processus s'est déroulé en deux temps : évaluation d'une pré-proposition de cinq pages, puis, pour les projets retenus, soumission et évaluation d'un projet complet de trente pages. Les chercheurs ont pu disposer entre les deux tours du même intervalle de temps que dans la procédure standard, soit sept semaines ; seules ont été accélérées la mobilisation des experts et la procédure d'évaluation.

Parmi les 26 projets initialement identifiés, onze ont été retenus pour la deuxième étape d'évaluation. Au final, cinq projets ont été retenus par le comité d'évaluation, soit un taux de sélection global de 19% (5 projets sur 26). Deux autres figurent en liste complémentaire. Les montants alloués vont de 168 000 à 379 000 € selon les projets.

Un comité ouvert, pour un large spectre de disciplines

Le comité d'évaluation mobilisé pour ce dispositif dédié comprenait cinq personnalités. Outre le président, la vice-présidente et deux membres du comité en charge de la thématique concernée, il comprenait une personnalité recrutée pour l'occasion. Comme pour le reste de l'appel générique, chaque projet a bénéficié de quatre ou cinq évaluations : deux par des membres du comité, deux ou trois par des experts extérieurs. Les critères d'évaluation étaient identiques à ceux de l'appel générique.

Au total, les compétences des évaluateurs couvraient un spectre large : sociologie, science politique, droit d'asile, histoire des migrations, démographie des mobilités, psychologie des contacts culturels, sociolinguistique, anthropologie des minorités, économie de l'intégration et des discriminations, méthodologie d'enquêtes.

Dispositifs « flash », répondre à un besoin urgent de recherche

Afin de soutenir un besoin urgent de recherches dont la pertinence scientifique est en lien avec un évènement ou une catastrophe naturelle d'une ampleur exceptionnelle, l'ANR s'est doté d'un instrument dédié : l'appel flash. Elle peut également mettre en place des dispositifs accélérés d'évaluation des projets soumis dans le cadre de l'appel générique, comme en 2014 à propos de l'épidémie d'Ebola, ou en 2015 sur la problématique des migrants et réfugiés. Depuis sa création, l'instrument flash a été mobilisé à trois reprises : en 2010, suite au séisme en Haïti, en 2011 suite au séisme et au tsunami survenu au Japon et en 2013 face au développement de l'usage des drones pour des applications civiles et au survol d'opérateurs d'importance vitale. Ces deux modalités d'intervention rapide permettent de sélectionner et de financer des projets dans un délai réduit, tout en garantissant une sélection compétitive par les pairs répondant aux meilleurs standards.

Pour plus d'informations : www.anr.fr

CONTACT PRESSE : ANR - 01 78 09 80 09 - contactpresse@anr.fr

Nous suivre sur  @agencerecherche et  ANR

ANNEXE : APPEL GÉNÉRIQUE 2016, DISPOSITIF « FLASH ASILE » DÉDIÉ AUX THEMES DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE, DE L'ASILE ET DU REFUGE - LES PROJETS RETENUS

Asileurope XIX - Pour une histoire comparée et transnationale des destinées des exilés et réfugiés politiques dans l'Europe du XIXe s. (1815-1870)

Auteure d'un ouvrage *Un asile pour tous les peuples ? Exilés et réfugiés étrangers dans la France du premier XIX^e siècle* (2014), la coordonnatrice du projet étend l'étude à plusieurs pays européens (Belgique, Suisse, Grande-Bretagne, Espagne, Piémont) et propose d'analyser l'évolution des pratiques dans plusieurs domaines : le lexique administratif, le contrôle des frontières, les critères de filtrage des entrées, les dispositifs d'accueil. Le projet retient l'attention par la diversité des sources mobilisées, mais aussi par la valorisation des données : site internet, publication de sources, intégration des résultats à la formation universitaire, cartographie, etc.

Coordinateur : Delphine DIAZ, Université de Reims, Centre d'études et de recherches en histoire culturelle

BABELS - La ville comme frontière. Ce que les villes font aux migrants, ce que les migrants font à la ville. D'une ethnographie multi-site à une anthropologie publique

Comment s'organise concrètement l'« hospitalité publique » dans le contexte d'une arrivée massive de réfugiés d'Afrique subsaharienne et du Moyen Orient ? Pratiquant une « ethnographie multi-site », le consortium entend analyser le rôle que jouent les grandes villes européennes dans l'accueil des réfugiés, ainsi que la ville de Beyrouth. Il identifie trois types fondamentaux : les « villes frontières », les « villes carrefours » et les « villes refuges ». L'hypothèse est que la politique d'accueil des villes, de même que les mobilisations d'habitants, peuvent produire des formes d'hospitalité sensiblement différentes des politiques nationales.

Coordinateur : Michel AGIER, EHESS, Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain

DSAFHIR- Droits, santé et accès aux soins des femmes hébergées, isolées, réfugiées

Un laboratoire de sociodémographie, rompu aux enquêtes sur la condition des femmes, fait alliance avec le service de recherche du Samu social, avec en vue trois objectifs : identifier les risques qui pèsent sur les femmes migrantes et réfugiées en situation de précarité ; analyser les facteurs qui limitent leur accès aux services de santé existants ; mettre en place des offres de services spécifiques. La recherche est centrée sur la santé sexuelle et reproductive. Elle est attentive au renoncement aux soins qui caractérise une grande proportion de ces femmes.

Coordinateur : Armelle ANDRO, Université Paris 1, Centre de recherche de l'institut de démographie de l'Université de Paris

JASI - Quels liens entre l'intégration spatiale et économique des immigrants et réfugiés ?

Dans quelle mesure la ségrégation spatiale pèse-t-elle sur les parcours professionnels des immigrants depuis leur entrée sur le territoire ? L'analyse des grandes bases de données disponibles (comme l'Échantillon démographique permanent de l'INSEE couplé aux déclarations annuelles de salaires) permettra de suivre ce phénomène sur les dernières décennies, à mesure que de nouvelles vagues de migrants s'installent sur le territoire. Le projet s'efforcera de démêler les facteurs qui concentrent ou différencient les trajectoires résidentielles : politiques sociales de logement, politique d'accueil des demandeurs d'asile, marché du logement, préférences des habitants qui changent de domicile...

Coordinateur : Grégory VERDUGO, Université Paris 1, Centre d'économie de la Sorbonne

REMILAS- Réfugiés, migrants et leurs langues face aux services de santé

Les services de santé qui accueillent des réfugiés et des migrants se heurtent à de redoutables problèmes de langue – un domaine où la France accuse un retard sensible. Pour décrire et améliorer le fonctionnement de la communication entre soignants et patients, le projet met en place une collaboration originale entre un laboratoire de sociolinguistique et un hôpital lyonnais. Il analysera les difficultés rencontrées par les migrants, les obstacles liés aux normes culturelles, les moyens déployés pour surmonter les obstacles (dont le recours aux traducteurs) et l'image que se font les acteurs d'une communication réussie.

Coordinateur : Véronique TRAVERSO - Université Lyon 2, Interactions, corpus, apprentissage, représentations